

LES INTELLECTUELS ARGENTINS FACE À LA CRISE HISTORIQUE DE 2001

Charles Lancha

Les intellectuels argentins ont toujours joué un rôle important, voire décisif, dans la vie politique de leur pays. Certains noms viennent immédiatement à l'esprit pour illustrer ce propos. Au XIX^e siècle, qui ignore la place essentielle occupée par Sarmiento, Alberdi ou Mitre dans la construction de l'État libéral? Au siècle suivant, la liste est longue des intellectuels qui ont pesé sur le cours de l'Histoire, à partir d'options souvent radicalement différentes, comme Ramón Doll, Leopoldo Lugones, Ezequiel Martínez Estrada, John William Cook, Arturo Jauretche, Hernández Arregui, Scalabrini Ortiz, Abelardo Ramos et d'autres encore¹. Il est donc dans l'ordre des choses que l'*intelligentsia* argentine se soit sentie interpellée par la débâcle historique de 2001. Comment aurait-elle pu rester passive face à un effondrement sans précédent qui a ravalé socialement l'Argentine au niveau des autres pays de l'Amérique latine? Nous nous proposons ici de tenter de définir comment un certain nombre d'intellectuels, représentatifs de différents courants de pensée, ont réagi. Dans un premier temps, nous nous attacherons à la perception de la crise qu'ils ont exprimée, ensuite à leurs réactions aux réponses mises en œuvre par le président de la République Néstor Kirchner, enfin à leur approche des problèmes sociaux.

LE BILAN DE LA DÉCENNIE MENEM

Comme on s'en doute, les jugements sur la décennie Menem sont en général concordants et extrêmement critiques. C'est ainsi que Beatriz Sarlo, figure de proue de l'intellectualité argentine, se montre très dure: « Cette société renia une série de valeurs propres à la justice et à la morale très rapidement. Menem a fait une révolution conservatrice très profonde en Argentine; selon moi, nous avons hérité d'un pays horrible². » Pour sa part, José Nún, secrétaire d'État à la Culture du président Kirchner, établit un diagnostic plus précis: « La décennie 1990 a détruit l'État. Entre 1995 et 2002, aussi

bien les niveaux de pauvreté que la brèche entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres ont doublé. En même temps, le pourcentage des indigents a triplé³. » Ariel Busso, « un des plus grands intellectuels de l'Église catholique argentine » d'après *La Nación*, met l'accent sur l'irresponsabilité sociale du régime ménémiste. Il rappelle, en effet, qu'au début des années 1990, il était prévu que plus de 50 % de la nouvelle génération de jeunes Argentins seraient des exclus. Il s'insurge contre le fait que, au nom de raisons purement économiques, l'éducation de deux millions de jeunes ait été sacrifiée⁴. Lorsqu'on lui demande si l'ère Menem n'a pas été diabolisée, sa réponse ne laisse pas de surprendre par sa mansuétude : « Il y a eu de l'imprudence. Certaines choses ont été faites de façon irréflectée et d'autres de façon trop réfléchi ; mais sans prudence⁵. » Patricio Garrahan, un grand scientifique, fait preuve de beaucoup de précision dans l'analyse et de fermeté dans la condamnation : « L'État microscopique et un marché qui régulait tout appartient au passé. Le résultat évident a été une augmentation brutale de la différence entre ceux qui possèdent davantage et ceux qui disposent de moins de ressources. Le ménémisme fut désastreux. La privatisation sous le ménémisme fut brutale, corrompue, coûta cher au pays, qui n'en tira guère de bénéfices. D'un point de vue général, je crois que l'époque ménémiste fut terrible⁶. » Le plus célèbre historien argentin, Tulio Halperin Donghi, partage la même opinion. Lui aussi fustige l'irresponsabilité et la corruption qui marquèrent les privatisations et il déplore les conséquences à long terme de la convertibilité⁷.

C'est sous la plume de Horacio Verbitsky, journaliste, écrivain, essayiste, défenseur éminent des droits de l'homme et ancien *Montonero*, que l'on peut lire les jugements les plus clairvoyants et acerbes sur Menem. Éditorialiste à *Página/12*, où il publie régulièrement de longues chroniques extrêmement documentées sur les grands problèmes politiques, économiques et sociaux du pays, les écrits de Verbitsky sont lus avec d'autant plus d'attention qu'il passe aux yeux de nombreux commentateurs pour un conseiller écouté de Néstor Kirchner⁸ et qu'il ne fait pas mystère de son engagement politique. Ainsi, *Página/12* a reproduit, le 5 septembre 2004, son intervention lors d'un débat à Monterrey (Mexique) sur le thème « Presse et Pouvoir en Amérique latine ». Dans sa communication, il rappelle que, dans les colonnes de *Página/12*, il s'en est pris très violemment au régime néolibéral de Menem : « Je fis tout ce qui était en mon pouvoir pour démontrer que Menem présidait une bande de voleurs dont nous aurons longtemps à souffrir les conséquences. » Quelques mois plus tôt, il avait stigmatisé la lâcheté de Menem : « Le renoncement de Menem à participer au second tour des élections est le final indigne de tous les mythes qui, dix années durant, voulurent se faire passer pour des vérités « révélées »⁹. » Verbitsky passe en

revue le bilan calamiteux de cette décennie : « Au plan politique, sa dernière décision est aussi nuisible que le furent ses dix années de gouvernement. Au pouvoir, il prostitua le péronisme, brada à vil prix le capital social accumulé par des générations d'Argentins dans les entreprises publiques, appauvrit le peuple et dissimula le tout par un endettement irrationnel qui aujourd'hui pèse de tout son poids au cou de la société. Maintenant, il essaie d'ôter sa légitimité au prochain gouvernement et de provoquer le chaos. »

On ne trouve plus guère de thuriféraires déclarés de Menem, même si son capital électoral, en 2003, était loin d'être négligeable. Toutefois, certains intellectuels tentent de minimiser sa responsabilité dans le désastre. Ainsi, Juan José Llach, vice-ministre de l'Économie sous Menem, bras droit de Cavallo, ministre de l'Éducation sous Fernando De la Rúa, sociologue et économiste, impute la catastrophe à différents facteurs : l'incapacité des Argentins à maîtriser la sphère financière et la chose publique, le protectionnisme des États-Unis et la modification brutale de régime de change fixe¹⁰. Il n'hésite pas à défendre la convertibilité, un bon instrument mal utilisé. À l'en croire, le véritable problème était la dette, mais il se garde de s'étendre sur le sujet et conclut : « On ne peut pas diaboliser la décennie 90¹¹. » Eugenio Kvaternik se risque à nuancer son propos : « Dans le cas de Menem, les faits démontrent qu'il y a eu des cas flagrants de corruption, mais, sous certains aspects, le pays s'est modernisé¹². »

L'ÉVALUATION DU PRÉSIDENT NÉSTOR KIRCHNER

Il va de soi que ce qui importe le plus aux Argentins, c'est le présent et donc la présidence de Néstor Kirchner. Élu dans des conditions exceptionnelles en mai 2003, avec une légitimité électorale minimale du fait de la chausse-trape de Menem, comment sa gestion est-elle perçue par les intellectuels ? À l'évidence, de façon très contrastée, ainsi que nous allons tenter de le démontrer. À l'unisson de l'opinion publique, très favorable à l'actuel président, la majeure partie des intellectuels approuve la gouvernance de Kirchner même si certains introduisent de sérieux bémols.

Attachons-nous à un des exégètes les plus avertis, Horacio Verbitsky dont les opinions sur Kirchner ont connu un parcours insolite. Au départ, l'auteur de *El Vuelo* n'apprécia guère la candidature du gouverneur de Santa Cruz, considérant qu'elle était parrainée par Eduardo Duhalde. Or, durant les treize mois où Duhalde exerça le pouvoir, Verbitsky n'eut de cesse de critiquer sa politique « réactionnaire, favorable aux grands groupes économiques et lourdement préjudiciable aux masses populaires ». À quelques jours du scrutin, il émettait ce verdict : « Néstor Kirchner et Leopoldo Moreau, soutenus par Eduardo Duhalde et Raúl Alfonsín, tous

deux peuvent être décrits comme du pareil au même. Si Kirchner venait à s'imposer il cogouvernerait avec l'appareil duhaldiste de Buenos Aires¹³. » Peu après, toutefois, il est amené à nuancer son appréciation. Au vu des résultats du scrutin, il se refuse à admettre un vote conservateur majoritaire. Examinant le programme électoral de Kirchner – redistribution des revenus, valorisation du marché intérieur, négociation de la dette publique sur de nouvelles bases, révision du processus des privatisations, affirmation du rôle de l'État en matière économique –, il le range en marge de Menem et de López Murphy¹⁴. Les déclarations de Kirchner lors de son entrée en fonction vont fortifier la confiance d'Horacio Verbitsky.

En effet, l'hôte de la *Casa Rosada* se prononce contre toute augmentation des tarifs des services publics privatisés et contre l'exonération de toute responsabilité des militaires jugés pour crimes de guerre¹⁵. Verbitsky rappelle alors les propos opposés tenus par Duhalde: « Au terme de vingt-cinq ans, est-il possible qu'une personne vienne en dénoncer une autre alors qu'ont disparu tous les juges et les témoins? Les juges ne savent que faire avec des détentions souvent injustes, avec des forces armées qui ont eu un comportement exemplaire ces dernières années. On ne peut pas les harceler en permanence. » Horacio Verbitsky en déduit avec satisfaction: « Un piège avait été tendu à Kirchner et il n'a pas hésité à l'écarter. » Satisfaction d'autant plus vive que, dès son intronisation, le président pose un principe au nom duquel il a toujours combattu: « Mon gouvernement est en faveur de la mémoire et de la justice¹⁶. » Pour Horacio Verbitsky, le nouveau gouvernement « est celui qui a suscité les plus grands espoirs depuis de nombreuses années »¹⁷. Dans les mois qui suivent, ces espoirs ne font que se confirmer. C'est ce qui transparait dans une longue interview exclusive de Kirchner et de Lula recueillie par le journaliste de *Página/12*. Ce dernier fait part de l'ambition conjointe des deux présidents non seulement de consolider le Mercosur, mais de contribuer activement à l'intégration de l'Amérique latine. Il se réjouit que les deux chefs d'État aient signé des accords qui « subordonnent les négociations financières de la dette publique au développement et à la justice sociale, à la lutte contre la pauvreté et l'inégalité ». Kirchner renchérit: « Il n'y a pas d'autre façon de combattre l'inégalité, l'exclusion sociale et l'indigence si ce n'est par des politiques actives »¹⁸. Horacio Verbitsky invite les deux leaders à préciser comment ils envisagent la réforme fiscale en faveur de l'équité et de la lutte contre la pauvreté qu'ils appellent de leurs vœux. La réponse de Kirchner présente un intérêt tout particulier. Dans son esprit, comme dans celui de Lula, il s'agit de « parvenir à des systèmes d'imposition qui réduisent la charge qui pèse sur la consommation et qui mettent un terme à la distribution injuste des revenus ». Le président argentin souligne l'importance essentielle de la

croissance, mais il rejette la thèse libérale de l'essaimage de la richesse qui prévalait dans les années 1990 et qui prétendait que les pauvres finiraient par bénéficier du développement.

La misère sociale est au cœur des préoccupations d'Horacio Verbitsky. Le 6 décembre 2004, il déplore, dans *Página/12*, « les scandaleux indicateurs de pauvreté et d'indigence, conséquence de la perverse combinaison entre la convertibilité ménémiste et la mégadévaluation duhaldiste ». Quelques jours plus tard, le 9 décembre, il se félicite des résultats obtenus par Kirchner en la matière : « Depuis le jour où le sénateur Eduardo Duhalde a cédé le gouvernement à Kirchner, en mai 2003, le nombre de personnes techniquement considérées comme pauvres est tombé de presque 20 à 14,5 millions et celui des indigents, d'un peu plus de 14 à un peu moins de 10 millions. En pourcentages, ces taux ignominieux sont descendus de 54 à 38,7 % dans le cas des pauvres et de 27,7 % à 14 % dans celui des indigents. Ceci signifie une réduction de 15 % de la pauvreté et de presque 15 % de l'indigence. »

Une autre préoccupation majeure d'Horacio Verbitsky tient aux exactions des militaires et à ce que justice soit rendue. Or, dans *La Insignia* du 13 mai 2003, il fait état d'informations en provenance de *La Nación* et de *Clarín*, selon lesquelles Kirchner serait soumis à des pressions en vue de la confirmation des lois d'impunité. Il le met vigoureusement en garde. Céder aux exigences de Duhalde et du chef de l'armée, le général Ricardo Brinzoni, ruinerait sa crédibilité : « Si la volonté de l'électorat peut être trompée dès la fin du scrutin, ce serait comme si Menem avait gagné. » Par ailleurs, les victimes se tourneraient vers l'instance interaméricaine et l'État serait mis en demeure de rendre justice. Ces craintes s'avèrent vaines et Verbitsky put ainsi voir confirmée une qualité du président qu'il estimait particulièrement : la fermeté.

Cette fermeté, Kirchner en administra la preuve avant même d'assumer la présidence, dans des circonstances exposées par Horacio Verbitsky à Monterrey et rapportées par le journal *Página/12*, le 5 septembre 2004. Dans son discours du Mexique, Horacio Verbitsky porte à la connaissance de tous la controverse qui avait opposé le vice-directeur de *La Nación*, Claudio Escribano, au candidat à la présidence de la République, Néstor Kirchner. Au cours d'un entretien privé, le 5 mai 2003, Escribano avait mis en demeure le candidat d'adopter les positions suivantes : « alignement inconditionnel sur les États-Unis, dénonciation internationale de Cuba, relations spéciales avec le secteur entrepreneurial, oubli des crimes de la guerre sale et répression impitoyable de l'insécurité ». Ayant essuyé une fin de non recevoir de Kirchner¹⁹, Escribano prophétisa dans *La Nación* du 15 mai 2003 que son gouvernement ne durerait pas un an²⁰. Cette prévision aurait émané, selon Escribano, de la dernière réunion du *Council of*

Americas qui, selon *La Nación*, « rassemble tous ceux qui, aux États-Unis, manifestent une opinion de poids, aussi bien dans le domaine politique que celui de l'entreprise, sur les thèmes continentaux ». Pour Horacio Verbitsky, il s'agit là d'un « appel factieux évident ».

Dans *Página/12* du 17 juillet 2006, Horacio Verbitsky est revenu à la charge sur cette controverse et sa réflexion a pris un tour inattendu. Kirchner avait promis de présenter un projet de dépénalisation vis-à-vis des calomnies et injures à l'encontre de fonctionnaires, projet impulsé par le CELS – Centre d'Études légales et sociales –, animé par Verbitsky. Le président n'ayant pas respecté sa parole, Verbitsky réplique avec agressivité : « Kirchner peut ironiser autant qu'il veut à propos de la concentration de la propriété dans les médias, mais il n'a rien fait pour la restreindre ; il a fait tout le contraire, par une scandaleuse prorogation de dix ans en faveur des licences de radio et de télévision. » Le président a pris acte des critiques avancées et promis que la dépénalisation serait mise en œuvre. En revanche, Verbitsky se montre sensible à la fermeté du président sur les grands problèmes internationaux. Dans son compte rendu du Sommet des deux Amériques de Mar del Plata, il met l'accent sur le fait que l'opposition argentine à l'accord proposé par les États-Unis, soutenus par 26 des 33 pays participants, n'obéissait pas à des considérations idéologiques mais économiques. À partir de simulations menées à bien par des experts, Kirchner démontra qu'une libéralisation à outrance occasionnerait un grave préjudice à l'Argentine. Le chroniqueur salue l'esprit de résistance du président : « Kirchner s'est montré inflexible jusqu'à la fin en dépit de toutes les pressions »²¹, comme à l'époque où il devait faire front à l'assaut conjugué des créanciers et du FMI, aurait-il pu ajouter.

Horacio Verbitsky est, à n'en pas douter, l'intellectuel argentin qui s'est fait l'interprète le plus attentif du kirchnérisme, approuvant le plus souvent les orientations et les décisions prises, mais l'esprit critique toujours en éveil. Le cas échéant, on l'a observé, il ne se prive pas de s'élever contre certaines mesures jugées contraires aux idéaux proclamés par le président. Quant aux points de vue d'autres intellectuels argentins, ceux de Beatriz Sarlo, par exemple, ils ne sauraient laisser indifférents. La directrice de la célèbre revue *Punto de Vista* a approuvé les premières initiatives présidentielles, la moralisation de la vie publique en accord avec les attentes de l'immense majorité en Argentine²². Le sociologue José Núñez se fait l'apologiste du président. Il souligne l'immensité des difficultés auxquelles Kirchner se trouve confronté par une image forte : « Il lui faut réparer un navire en haute mer. » Sa tâche lui semble d'autant plus ardue qu'il se heurte à des adversaires de tous bords – aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays – et qu'une mission gigantesque lui incombe : reconstruire l'État sur la base d'« un projet national d'inclusion où la

majorité des Argentins jouira d'une pleine citoyenneté »²³. Santiago Kovadloff, philosophe de centre gauche passé à droite, admet que Kirchner satisfait la frustration éthique des Argentins, considère que l'ancien gouverneur de Santa Cruz revendique les valeurs humanistes des années 1970 et approuve la destitution de Nazareno –homme de paille de Menem – à la Cour suprême. Juan José Llach juge, lui aussi, fondés les changements opérés par le président à la Cour suprême. Ariel Busso, pour sa part, se félicite de l'exaltation d'un grand nombre de valeurs par le chef de l'État et donne son aval à l'annulation des lois d'amnistie. Ivonne Bordelois salue de même la fin de l'impunité, ainsi que Héctor Tizón, qui applaudit d'autant plus au renouvellement de la Cour suprême qu'il a conscience de son indignité à l'époque de Menem. Ce nettoyage des écuries d'Augias lui paraît important car, à l'avenir, la justice assumera un rôle fondamental dans la reconstruction du pays. Bien d'autres noms d'intellectuels favorables à Kirchner à ses débuts pourraient être ajoutés, comme ceux de Gregorio Klimovsky, Carlos Gorostiza, Rodolfo Rabanal, Carlos Strasser, Susana Torrado, Pedro Luis Barcia, José Pablo Feinmann, Mario Albornoz ou Miguel Bonasso. Certains lui sont restés fidèles, d'autres ont pris par la suite leurs distances.

Un nom mérite une place à part, celui de Osvaldo Bayer, historien reconnu du mouvement ouvrier argentin. À l'occasion de la controverse entre Duhalde et Kirchner, il a pris parti pour ce dernier. Comme chacun sait, Duhalde voit d'un mauvais œil la fidélité affichée du président à ses idéaux progressistes des années 1970 et à sa volonté de rendre hommage aux « disparus ». Pour lui, c'est perdre son temps. C'est ce qui ressort de cette déclaration, par exemple : « C'est au droit humain des jeunes qu'il faut accorder la priorité... Je sais ce que pense le pauvre type dans la merde (*sic*), sans travail, quand on s'occupe des droits humains de gens qui sont morts. » L'auteur mythique de *Los vengadores de la Patagonia trágica*²⁴, Osvaldo Bayer – porté aux nues par la gauche, honni par la droite –, commente sévèrement, dans *Página/12* du 21 juin 2004, une telle opinion. Il y voit « une critique faite à Kirchner pour la cérémonie commémorative à l'ESMA et aussi pour sa revendication du film *La Patagonie rebelle*, qui vient d'être projeté à la Présidence après avoir été dix ans interdit par le gouvernement d'Isabel Perón et par la dictature de Videla ». Aux yeux de l'historien, Duhalde, qui n'a aucunement combattu en faveur de la démocratie ou des disparus, manifeste en réalité son désir d'occulter « le chapitre le plus dégradant de l'histoire argentine. Cyniquement, alors qu'au cours des dix dernières années il a occupé des positions de pouvoir, il feint d'ignorer que si des millions d'Argentins sont dans la misère, sa responsabilité est lourdement engagée ». Osvaldo Bayer fonde son soutien à Kirchner sur les raisons suivantes : « Brusquement, un président argentin fait preuve de courage civique en reprenant

à son compte le thème des droits humains, par exemple ; en intervenant aussi dans les négociations de notre malheureux syndicalisme, en se préoccupant des retraites, où une grande négociation s'est ouverte. D'autres aspects encore font qu'il est intéressant d'appuyer Kirchner. » Il ne s'agit pas d'un soutien sans réserve. Il s'interroge sur ses objectifs, ses finalités. Mais il conclut l'interview de manière positive : « De toute façon, il a bien commencé. »²⁵

Les analystes se perdent en conjectures sur la nature du péronisme de Kirchner. Étant donné l'objet de cette étude, une critique toute récente adressée au chef de l'exécutif par l'écrivain argentin bien connu Tomás Eloy Martínez mérite d'être relevée. On ignore pour quel motif l'hôte de la *Casa Rosada* ne s'est pas rendu à la dernière Foire du livre de Buenos Aires en dépit des appels pressants qui lui avaient été transmis. Dans son discours d'inauguration de la Foire, Martínez a exalté l'œuvre civilisatrice de Sarmiento. Dans l'esprit de José Pablo Feinmann – écrivain, essayiste, philosophe –, le thème choisi n'a rien d'innocent. Il l'interprète comme une attaque antipéroniste à l'encontre de Kirchner : « Ici, nous dit Eloy Martínez, dans cette Foire, il y a la Civilisation de Sarmiento. Le président absent exprimerait pour sa part la vieille barbarie péroniste qui, obstinément, méprise la culture. Le slogan 'espadrilles oui, livres non' acquiert une immédiate actualisation. Kirchner, transformé en un barbare péroniste, est rangé du côté des espadrilles alors que les participants à la Foire, Tomás Eloy à leur tête, se rangent au côté des livres²⁶. » José Pablo Feinmann rejette l'image idéalisée de Sarmiento que l'on persiste à mettre en avant. Il rappelle, sur la foi de témoignages historiques indubitables, à commencer par les propres déclarations de l'auteur du *Facundo*, que Sarmiento, tout en admirant les gauchos, a eu pour objectif de les exterminer en recourant sans état d'âme aux pires moyens. Il n'empêche : « L'objectif a été atteint : civilisation et barbarie. Le président péroniste, la Barbarie. Les participants à l'inauguration de la Foire, la Civilisation. Tomás Eloy a bien réussi son coup et, ce jour-là, Kirchner a perdu. Son absence est inexplicable. » D'autant plus inexplicable que, le 25 mai – quelques jours après l'intervention de Martínez –, le président prononça un grand discours place de Mai où il proclama : « Nous croyons en l'Argentine où les intellectuels sont respectés et écoutés. » Mais sans doute avait-il lu l'article de son ami Feinmann et compris la nécessité de réparer sa bévue.

SUR LA THÉORIE DES DEUX DÉMONS

L'intelligentsia a par ailleurs débattu très vivement sur ce qui a été désigné comme « la théorie des deux démons ». Les années 1970 restent très présentes dans la mémoire argentine et deux tendances

s'affrontent. Pour l'une, les *Montoneros* et autres guérilleros sont à l'origine de la violence qui a débouché sur la dictature. Selon l'autre, c'est le fanatisme antipéroniste qui a engendré le terrorisme. Nous allons nous en tenir ici à deux versions représentatives de cette confrontation : l'une d'Horacio Verbitsky et l'autre de l'écrivain Abel Posse. L'examen de la théorie des deux démons²⁷ conduit Horacio Verbitsky à passer en revue les circonstances historiques qui virent apparaître les *Montoneros*. Selon lui, l'action terroriste s'est implantée en Argentine le 16 juin 1955. Ce jour-là, le bombardement de Buenos Aires en vue d'abattre le régime démocratique de Perón a causé 300 morts et 1 000 blessés parmi la population civile. Puis, le 9 juin 1956, des civils et des militaires sont exécutés pour avoir tenté de rétablir le régime constitutionnel. De 1976 à 1983, la dictature militaire soumet le pays à un régime de terreur. Aux yeux du chroniqueur, ces trois épisodes sont liés. Une même raison politique a présidé à leur déclenchement : « L'objectif des bombardements et des exécutions capitales fut d'imposer la terreur, frapper de façon féroce et aveuglement afin d'administrer une leçon à l'ensemble de la société. C'était le seul moyen d'abattre un modèle social où les revenus et le pouvoir étaient répartis de façon beaucoup plus équitable qu'au cours des années dorées de l'oligarchie, auxquelles on tentait de revenir. La violence sans limites des années 76 imposa un nouvel équilibre, qui dure toujours. » Pour l'écrivain Verbitsky, c'est une contre-vérité historique que de prétendre que les *Montoneros* ont déclenché la violence des années 1970. Il fait sienne la conclusion d'une étude inédite de Patiño Mayer : « Ces antécédents doivent être présents à l'esprit de ceux qui, perfidement, soutiennent que la violence politique a débuté en Argentine lors de la décennie 70 et fut l'œuvre de la conspiration marxiste internationale. Les terroristes qui semèrent des bombes, fusillèrent, séquestrèrent des cadavres et proscrivirent la majorité populaire, ils ne pouvaient recueillir rien d'autre que les tempêtes qui suivirent. »

Cette thèse, difficilement réfutable d'un point de vue historique, ne convainc évidemment pas les tenants de l'ordre établi. Un exemple parmi d'autres suscite l'attention par la virulence des propos et par la défense du coup d'État du 24 mars 1976. C'est celui d'Abel Posse²⁸. La citation qui suit illustre l'hostilité du romancier à l'égard des jeunes *Montoneros* et sa défense des factieux. Comme elle symbolise le point de vue d'un secteur non négligeable de l'opinion publique, on excusera sa longueur : « Actuellement, trente ans après le 24 mars 1976, la laborieuse désinformation médiatique, le victimisme et l'occultation délibérée des crimes terroristes présentent la réalité comme si une secte sanguinaire de militaires des trois armes, peut-être ivres ou drogués, s'était mise à tuer des jeunes gens rangés et studieux. La réalité fut différente. Le principe de la mort s'était implanté

en Argentine depuis 1970, depuis l'assassinat vengeur du général Aramburu, exécuté par un groupe de jeunes péronistes, catholiques militants, qui cédèrent à la tentation de la lutte armée pour impulser le retour de Perón et déloger les militaires qui occupaient le pouvoir. Au passage, ils vengeaient les exécutions de 1956. Ils avaient opté pour la voie du terrorisme. Les jeunes " trotschrétiens " s'abreuvaient de sang. Ils croyaient plus en l'élimination des opposants qu'en la possibilité de les convaincre en un débat démocratique. Ce qui est sûr, c'est que le 24 mars 1976 l'Argentine était une terre de désolation qui espérait le coup d'État militaire comme une pluie d'été qui balaierait le ressac politicien et la *camarilla* qui entourait Isabel Perón. Le 24 mars et le coup d'État furent salués par tous les secteurs déterminants de la vie argentine comme un fait inévitable. La violence terroriste avait atteint un degré insupportable. Une répression légitime s'instaura face au soulèvement mais exécutée par des usurpateurs et par des moyens illégaux et invouables. »

De nombreux points de cette interprétation de la violence argentine appelleraient des commentaires. On s'en tiendra à quelques remarques essentielles. L'irresponsabilité des *Montoneros* n'est plus contestée aujourd'hui. En revanche, bien avant que la guérilla ne prenne une certaine ampleur, la décision des militaires de jeter bas le régime démocratique était prise et dans un but très précis : imposer, comme au Chili de Pinochet, un nouveau modèle économique néolibéral et éliminer tous ceux susceptibles d'y faire obstacle. Au moment du soulèvement des généraux félons, la guérilla était pratiquement vaincue depuis 1975. Elle servit de simple alibi aux putschistes²⁹. Le jugement suivant de Santiago Kovadloff : « Je ne confonds pas les homicides et les génocidaires » est à retenir³⁰. Il convient aussi de rappeler que cette théorie des deux démons avait été exposée dans la première édition de *Nunca Más*, qui renvoyait dos à dos les *Montoneros* et les militaires comme coresponsables de la tragédie argentine. Cette interprétation a été réfutée par la suite et, ainsi que le signale Victoria Ginzberg, « le président Kirchner a manifesté clairement que, au niveau de l'État, la théorie des deux démons appartient à une étape surmontée »³¹.

LES INTELLECTUELS ANTIKIRCHNÉRISTES

Si on compte de nombreux intellectuels acquis au kirchnérisme, on en dénombre certains qui lui sont hostiles. On note parmi eux la présence de Beatriz Sarlo. En 2003, elle chantait les louanges du successeur de Duhalde, elle espérait qu'il parviendrait à une gestion plus juste du capitalisme argentin, qu'elle qualifiait de « sauvage » ; en 2006, elle s'emporte contre l'ambition du chef de l'État d'accaparer le plus de pouvoir possible, d'imposer son hégémonie. Ironiquement,

elle déclare : « C'est le souverain³². » Elle se livre contre lui à une véritable attaque en règle. Avec une extraordinaire agressivité, elle considère comme une hypocrisie que Kirchner revendique sa fidélité aux idéaux humanistes de sa jeunesse : « Kirchner dit ne pas avoir renoncé aux idées de justice des années 1970. Je crois qu'il n'y a pas pensé, qu'il ne s'en est pas soucié durant les trente années écoulées. » Elle estime que, au cours des trois dernières décennies, il s'est consacré à sa carrière d'avocat avant de renouer avec la politique au retour de la démocratie. Elle stigmatise avec autant de virulence « son enthousiasme pour le thème des droits humains ». Pour elle, il s'agit « d'une découverte tardive de ce très riche espace de résistance à la dictature ». Elle critique par ailleurs l'image « d'homme implacable » qu'il s'est forgée, son « mépris pour les formes délibératives de la politique ». Dans la conclusion de l'article, elle assène le coup de grâce : « Kirchner est fondamentalement un péroniste, quelqu'un qui relève d'une culture qui n'est pas institutionnelle, mais charismatique et plébiscitaire. » On se croirait revenu plus d'un demi-siècle en arrière, à l'époque où le péronisme déchaînait la haine de la plupart des intellectuels. Il n'est pas étonnant que *La Nación* se complaise à quelques lignes de commentaire : « L'auteur de cet article est une des intellectuelles les plus respectées d'Argentine. » L'éditorial de *La Nación* du 23 juillet développe une argumentation similaire à celle de Beatriz Sarlo.

Aux côtés de cette dernière et de Tomás Eloy Martínez, on n'est pas surpris de trouver Juan José Sebreli, marxiste des années 1950, sartrien des années 1970, acquis désormais à la droite dure de López Murphy. Anticipant sur la directrice de *Punto de Vista*, dès 2003, il reproche à Kirchner son « personnalisme ». Comme ce dernier, prétend-il, a publié une double page de propagande dans tous les journaux, il voit là rien de moins qu'« une propagande totalitaire »³³. De manière significative, il ne juge pas opportune la suppression des lois d'amnistie et énonce : « J'avoue que ce problème ne me tient guère en souci. » Ariel Busso, quant à lui, ne voit rien à redire juridiquement à l'annulation des lois d'impunité, mais il s'alarme de la destitution du président de la Cour suprême, un abus de pouvoir à ses yeux. Pour l'écrivain Marcos Aguinis, Kirchner présente un défaut rédhibitoire : ce serait un populiste. Or, de son point de vue, le populisme est un régime politique extrêmement préjudiciable à divers titres. Tout d'abord, à l'en croire, les populistes envisagent l'économie comme un moyen de pratiquer une politique d'assistanat, clientéliste. Le développement économique maximal n'est pas leur but. Il a en ligne de mire les plans sociaux de Duhalde, reconduits en partie par Kirchner. Le danger qui menace, c'est la stagnation économique et les votes captifs³⁴. Les prévisions alarmistes de Marcos Aguinis se sont révélées fausses : l'Argentine a connu ces trois dernières années des

taux records de croissance. Carlos Floria, professeur de droit, reprend la célèbre anticipation d'Hélène Carrère d'Encausse vis-à-vis de l'Union soviétique et l'applique au péronisme, promis, selon lui, au même destin que le communisme. Pour justifier sa prédiction, il se livre à un réquisitoire contre le modèle kirchnériste : « Cette version nationale-populiste n'a ni programme ni vision stratégique ; elle possède des symboles, des gestes spectaculaires, une grande capacité d'attraction des masses, mais sa capacité de gestion est faible³⁵. »

C'est sur un tout autre terrain que se situent les critiques d'Adolfo Pérez Esquivel. Le Prix Nobel de la Paix en 1980 ne manifeste guère d'enthousiasme à l'égard de la politique suivie par Kirchner. Pour lui, le négatif l'emporte sur le positif : « Nous persistons dans la résistance car les problèmes sociaux et économiques de la société n'ont pas été résolus. Ce gouvernement applique une politique de droits humains, mais la pauvreté continue à s'approfondir. Même si l'État pratique une politique différente, la protestation sociale est toujours poursuivie par la justice, la police torture encore dans les commissariats et des accords pour des exercices militaires avec les États-Unis sont conclus³⁶. »

LES INTELLECTUELS ET LA QUESTION SOCIALE

Nous allons également constater de lourdes divergences dans l'appréciation de la politique sociale du gouvernement présidé par Néstor Kirchner. Mario Wainfeld – chef du Service politique à *Página/12*, universitaire, conférencier – la critique sans ménagement. Il condamne, tout d'abord, l'insuffisance de la hausse des salaires : « Le salaire de ceux qui travaillent est une importante variable d'un ensemble plus complexe. Le gouvernement n'est pas pressé d'établir un agenda à la hauteur des besoins. Une politique universelle de revenu citoyen, un salaire minimum bien supérieur à l'actuel sont des exigences sensées pour un gouvernement qui arrive à la moitié de son mandat³⁷. » Quelques semaines plus tard, Mario Wainfeld se montre beaucoup plus incisif : « En matière d'action sociale, le gouvernement Kirchner n'est pas à la hauteur de sa rhétorique. Tout bien considéré, il est conservateur ; il n'ose pas imposer une assurance chômage ou promouvoir un revenu citoyen universel. L'inégalité, l'emploi au noir, l'exclusion structurelle ne sont pas attaqués dans leur spécificité. Le gouvernement espère le faire disparaître peu à peu, en vertu de son propre "essaiage". » Il cite des chiffres significatifs : alors que l'Argentine connaît « un chômage structurel titanesque », l'assurance chômage ne concerne que 85 000 bénéficiaires, « une goutte d'eau dans la mer des sans-emploi ». Autre exemple cité : l'Argentine compte 4 millions de travailleurs au noir – soit un chiffre supérieur à celui des chômeurs –, lesquels touchent un salaire largement inférieur à celui des travailleurs déclarés, n'ont pas droit aux avantages sociaux,

pas plus qu'aux congés payés. Le plan Chefs de famille, *Jefes y Jefas de Hogar*, mis en place par Duhalde pour éviter une explosion sociale, existe toujours, mais il n'affecte plus que 1,5 million de personnes au lieu de 2 millions et ces subventions ne suffisent pas pour vivre. Autre point noir, la réforme fiscale, toujours en jachère. Bref, « la dette sociale demeure »³⁸. Le 30 avril, Mario Wainfeld revient à la charge à la suite d'une déclaration du ministre de l'Économie, Roberto Lavagna, qui a laissé entrevoir la suppression prochaine des allocations *Jefes y Jefas de Hogar*. Selon le chroniqueur, cette promesse « a dû être une douce musique aux oreilles d'un patronat dont la sensibilité sociale oscille légèrement autour de zéro ». Les patrons mettent en avant des arguments spécieux pour justifier leur point de vue, mais Mario Wainfeld n'est pas dupe : « L'idée de dynamiser le marché intérieur par l'essor de la consommation n'intéresse pas les bourgeois nationaux, rendus soucieux par tout ce qui fait obstacle au paiement de salaires africains³⁹. » Près d'un an plus tard, Mario Wainfeld dresse un même constat sur la question sociale. Il n'enregistre aucune amélioration du sort des travailleurs ou des exclus⁴⁰. La lutte contre les inégalités n'est toujours pas à l'ordre du jour, selon lui.

C'est une situation très différente que décrit Horacio Verbitsky. Le 6 décembre 2004, il décerne un éloge exceptionnel à la gestion de Kirchner : « Depuis un demi-siècle, l'Argentine n'a pas eu un gouvernement qui ait eu autant à cœur de mettre en cause la concentration des revenus entre peu de mains et de défendre des politiques distributives. » Prudent, il ajoute toutefois : « ce qui ne garantit pas le résultat ». Il relève « l'insistance avec laquelle Kirchner invoque plusieurs fois par semaine son combat contre la pauvreté, l'indigence et le chômage »⁴¹. Il lui semble que la situation sociale s'est améliorée, mais que « la reprise est encore insuffisante pour retrouver les niveaux d'occupation et d'emploi des décennies passées, qui exigeront des mesures d'un caractère différent ». Quelles mesures ? Dans l'intention évidente qu'elles servent de points d'appui à de nouvelles réformes, Horacio Verbitsky expose longuement les vues d'un spécialiste de la fiscalité, membre du « Plan Phénix » – dont nous parlerons ultérieurement –, Jorge Gaggero. Ce dernier se félicite que la suppression de la convertibilité ait permis en trois ans seulement « d'atteindre un niveau d'activité économique aussi élevé qu'avant la débâcle ». Il note le rôle bénéfique de la nouvelle politique fiscale. Alors que, précédemment, les impôts directs sur le revenu et le patrimoine représentaient un quart des rentrées fiscales, ils en représentent désormais un tiers. À l'inverse, les impôts indirects sur la consommation ont diminué de 50 % à 22 %. Verbitsky met en exergue : « la grande importance politique d'une telle orientation qui désigne les secteurs de la société sur qui repose le financement des dépenses et des investissements publics ». C'est là une nouveauté

de première importance qui rompt avec une politique fiscale traditionnelle à l'origine, selon Gaggero, « d'une option marquée par l'iniquité sociale, l'impuissance de l'État et un processus accentué de dissolution nationale ». Pour Gaggero, la réforme de l'imposition, « absolument nécessaire », doit être poursuivie et amplifiée en dépit de l'opposition des privilégiés de la fortune.

L'étude de FETIA-FLACSO – Fédération des travailleurs de l'industrie et Faculté latino-américaine des sciences sociales –, qui porte sur les salaires, rappelle que les salaires réels, en 2002, équivalaient à la moitié de ceux de 1974. En 1974, les 10 % les plus riches percevaient un revenu 9,5 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres. En 2002, on était passé de 9,5 fois à 46 fois. Le rapport de FETIA-FLACSO en déduit que, vu le retard accumulé par le salaire par rapport à la productivité, « le salaire réel devrait augmenter de 46,4 % au-dessus des augmentations octroyées depuis 2002 ». De ces recherches d'experts économiques, Verbitsky dégage des conclusions éminemment politiques: « Aussi bien le travail de Gaggero que celui de FETIA-FLACSO aident à comprendre que le travail des historiens ne se limite pas à l'impunité des crimes de la dictature et à la corruption mais s'élargit aussi aux bénéfices extraordinaires accumulés par le patronat aux dépens des travailleurs. »

Or, dans *Página/12* du 13 novembre 2005, l'optimisme antérieur fait place à l'inquiétude. À la suite du triomphe électoral d'octobre, le kirchnérisme a admis dans ses rangs un certain nombre de personnalités à l'honorabilité politique douteuse⁴². Verbitsky le déplore et il craint que, grisé par la victoire, Kirchner « n'assume un cap plus orthodoxe en matière économique-sociale », ce qui altérerait son rapport à la société. Il réproouve un certain nombre de mesures prises: la diminution des indemnités de licenciement, le blocage des augmentations salariales en direction du secteur public, des retraités ou des plans sociaux. Ces dispositions lui semblent en contradiction avec la situation sociale: un chômage réel de 15 % de la population économiquement active. Il les attribue à Lavagna et n'hésite pas à établir un parallèle entre le ministre de l'Économie et un de ses « illustres » prédécesseurs: « La Cour suprême de justice pourrait émettre un veto à l'encontre de toute réforme qui s'oppose à une légitime plainte judiciaire, ce que Lavagna a rejeté dans les mêmes termes injurieux dont usait Domingo Cavallo. » Pour Horacio Verbitsky, affronter les oligopoles, à la source de la formation des prix, passe par « des accords législatifs » mais aussi par la mobilisation populaire et non par le soutien de transfuges et d'opportunistes. Dans sa conclusion, il met en garde le chef de l'État. Après avoir salué ses mérites – « aucun dirigeant politique n'a été aussi sensible que lui aux ravages que le néolibéralisme, l'autoritarisme politique et la corruption ont infligé au tissu social. Ses discours en deux ans et demi de gouvernement traduisent une conscience aigüe

de la nécessité de changements sur chaque front » – il prévient que tout écart de sa part sera comparé à ses paroles. Quelques mois plus tôt, dans *Página/12* du 30 mai 2005, il s'était fait l'interprète de ceux qui s'en prenaient à l'atonie gouvernementale en matière fiscale.

Ses craintes se sont dissipées depuis. Le 25 juin 2006, dans *Página/12*, il exprime la satisfaction que lui inspire la fermeté dont Kirchner a fait preuve en Espagne où il n'a pas cédé aux pressions des investisseurs espagnols qui exigeaient l'autorisation d'augmenter les tarifs de leurs entreprises argentines : « Pour la première fois en plusieurs décennies, un gouvernement a décidé de se mêler des coûts et du bénéfice des entreprises. Ceci lui vaut l'hostilité des milieux économiques et plus particulièrement de l'oligarchie. » Le 13 août, il s'insurge contre ceux qui, de droite ou de gauche, s'en prennent aux « superpouvoirs » que Kirchner se serait fait octroyer. Il juge la nouvelle loi d'administration financière aucunement autoritariste et, de plus, la Cour suprême, en raison de son indépendance, ne manquerait pas de repousser toute atteinte à l'ordre constitutionnel. En somme, le bilan de trois années de gouvernement lui paraît positif, même s'il n'occulte pas les défis à surmonter : « Grâce à une croissance économique incroyable, l'amélioration soutenue des indicateurs de l'emploi et la diminution constante de ceux de la pauvreté et de l'indigence sont aussi évidents que l'est l'iniquité distributive. »

AUTOUR DE L'INSÉCURITÉ ET DE LA VIOLENCE

Une autre question capitale se pose dans l'Argentine d'aujourd'hui, la question de l'insécurité, corollaire de la misère sociale, comme dans tous les pays d'Amérique latine. Ce problème de la violence et de la délinquance alimente de vifs débats dans l'opinion publique et la voix des intellectuels de droite comme de gauche se fait entendre.

Dans ce domaine, c'est le pessimisme qui l'emporte. Horacio Verbitsky, défenseur des droits de l'homme, a été tout naturellement amené à s'intéresser à la situation carcérale dans la province de Buenos Aires. Il a consacré de nombreux articles à celle-ci afin de dénoncer la situation lamentable des prisons et des conditions de vie des détenus. Une chronique du 4 avril 2004, intitulée « Policiers et pénitenciers de Buenos Aires. Le crime organisé », donne le ton de la série. L'article s'ouvre sur un réquisitoire contre la police corrompue et contre les hauts responsables de l'État qui l'ont couverte : « L'organisation d'activités délictueuses à partir des prisons portègues n'est pas le fait des détenus, comme le croit ingénument le père d'Axel Blumberg (jeune homme enlevé et assassiné par ses ravisseurs), mais est celui de la mafia pénitentiaire protégée par les gouvernements successifs d'Eduardo Duhalde, de Carlos Ruckauf et de Felipe Solá. Le Service pénitentiaire utilise les détenus comme main-d'œuvre esclave. Celui

qui refuse est assassiné en de prétendues rixes entre reclus. C'est pour cette raison que, depuis le début de l'année, il y a eu dans les prisons de la province de Buenos Aires un assassinat par semaine, autant que dans toute l'année 2003, ainsi que l'a admis mercredi le secrétaire aux Affaires pénitentiaires, Carlos Rotundo. Ceci reflète la décomposition du gouvernement de Solá, qui commence à se demander s'il terminera son mandat. » L'article porte des accusations précises. Il cite ainsi les noms des responsables qui ont organisé des opérations criminelles avec le concours de détenus, ou ceux ayant de lourds antécédents de tortionnaires du temps de la dictature. La législation pénale est devenue de plus en plus sévère, mais plus de personnes ont perdu la vie en raison de la gâchette facile des policiers que par suite d'enlèvements. Horacio Verbitsky ne craint pas de condamner cette répression aveugle : « Pour chaque Axel Blumberg il y a dix Mariano Wittis ou Sergio Schiavini et aucune de ces vies ne vaut plus qu'une autre. Avec des criminels et des voleurs en uniforme, on ne combat pas le délit, quelle que soit la dureté des lois. »

Horacio Verbitsky aborde à nouveau le sujet de la violence en publiant dans *Página/12*, le 6 avril, une lettre des parents de Mariano Wittis, un jeune professeur de musique de 23 ans, abattu par des policiers alors qu'il avait été pris en otage par des braqueurs d'une banque. Les parents de la victime s'élèvent contre la doctrine du « pas de pitié » à l'origine de la mort de leur fils. Pour eux, cette doctrine contribue à accroître la violence et le nombre de morts en légitimant le crime comme méthode pour combattre le délit. Ils accusent certains législateurs, partisans du « pas de pitié », d'être « les responsables intellectuels des assassinats de centaines de jeunes gens ». Leur opinion est faite : les autorités font fausse route en misant sur la répression ; des études sérieuses d'organisations humanitaires ont prouvé que le durcissement des peines ne fait pas baisser les taux de délinquance. Ils font aussi le procès des prisons qui, en raison de leur délabrement et des mauvais traitements infligés aux prisonniers, ne favorisent en rien leur réinsertion.

Le 12 avril 2004, Verbitsky revient une fois de plus sur le thème de l'insécurité. Exploitant l'émotion de l'opinion publique à la suite du crime dont a été victime le jeune Axel Blumberg, la droite a soutenu une manifestation organisée par le père de la victime, manifestation monstre de plus de 100 000 personnes. Plusieurs personnalités, dont Mariano Grondona, éditorialiste à *La Nación*, proposent que les forces armées contribuent au rétablissement de la sécurité intérieure. Le journaliste de *Página/12* fait le procès d'une telle suggestion déjà mise en avant par les États-Unis pour combattre le terrorisme. Il rappelle que, selon la directrice de WOLA – *Washington Office in Latin America* –, Joy Olson, il est faux de prétendre que l'Amérique

latine est une terre d'élection des terroristes. Pour Joy Olson, « il n'y a pas de solution militaire à la pauvreté, à l'inégalité et à l'injustice ». En conclusion, il met en garde contre « le chantage à la sécurité »⁴³.

Le 29 octobre 2004, l'auteur de *El Silencio* soumet à l'opinion publique un rapport explosif sur la situation carcérale dans la province de Buenos Aires présenté par les coprésidents de la Commission provinciale pour la mémoire, Adolfo Pérez Esquivel et Hugo Cañón. Le « rapport sur la corruption, la torture et autres pratiques aberrantes au sein du Service pénitentiaire de Buenos Aires », intitulé « Le système de la cruauté », fait état d'une situation scandaleuse. Ainsi, la prison de Florencio Varela, prévue pour 350 personnes, en héberge 913. Le rapport mentionne 3 241 plaintes pour abus d'autorité, perquisitions illégales, menaces, homicides, blessures, privation illégitime de liberté et tortures, classées sans suite par les juges sans la moindre investigation. Le Service pénitentiaire lui-même admet 3 340 cas de blessures dans les 32 pénitenciers de la province. Il apparaît que les prisons sont des « zones de non-droit » soumises à l'arbitraire du personnel. Le rapport insiste par ailleurs sur l'insalubrité généralisée des centres de détention. Nombre de détenus ne disposent même pas de lit et dorment à même le sol. La nourriture est rare et détestable.

Le 2 novembre 2004, Verbitsky revient à la charge sous un titre choc : « Solá sur les talons de Bush et de Poutine. Le Goulag de Buenos Aires ». L'éditorialiste met d'abord l'accent sur le pourcentage considérable de détenus : « Avec 30 246 personnes privées de liberté sur une population de 13 760 000 habitants, la province de Buenos Aires fait montre d'un taux de détention supérieur à celui de n'importe quel pays de l'Amérique du Sud et de l'Europe occidentale. Il est seulement dépassé par les États-Unis, différentes nations de l'ex-Union soviétique et une poignée de petits pays de l'Amérique centrale et des Caraïbes. » Il juge excessivement répressive la politique du gouverneur de la province, Felipe Solá, et taxe de « lois psychotiques » les lois votées par le Congrès national sous la pression incessante de l'ingénieur Juan Carlos Blumberg et de « ses émules législateurs ». Le système mis en place lui semble absurde : en prison, la vie des détenus est tellement inhumaine que, la liberté recouvrée, s'ils sombrent à nouveau dans la délinquance, ils n'hésitent pas à tuer pour échapper à une arrestation. Par la force d'une image, il sensibilise le lecteur à la gravité de la situation : « Les prisons de Buenos Aires sont des bombes sur le point d'exploser. » À ses yeux, l'exemple des États-Unis démontre le caractère contre-productif de la répression à outrance. Les chiffres de détention n'ont fait qu'augmenter, alors que les taux de criminalité ont évolué en fonction d'autres variables comme le pourcentage du chômage, la pyramide démographique ou

le type de drogue le plus recherché. En Argentine, il en va de même : les excès de la répression – comme le recours à la torture – n’ont pas endigué la délinquance.

Le 4 mai 2005, toujours dans *Página/12*, Verbitsky évoque une fois encore le problème des prisons. Avec satisfaction, il rend compte d’une mise en demeure adressée par la Cour suprême de justice au pouvoir exécutif de la province de Buenos Aires, en réponse à une plainte du CELS. La Cour suprême exige de Felipe Solá un exposé détaillé de la situation carcérale de tous les détenus. En fonction de ce rapport, les juges statueront sur la nécessité de leur maintien en détention. La Cour suprême déplore « l’usage excessif de la prison préventive », une violation – parmi d’autres – des accords internationaux souscrits par l’Argentine. Elle manifeste son intention de contrôler désormais le monde des prisons, avec le concours du CELS, d’Amnesty International, de *Human Rights Watch Americas* et de l’Association pour la prévention de la torture. Pour Verbitsky, il s’agit d’un « jugement extraordinaire ». D’abord, parce qu’il en ressort que « l’État fédéral ne peut rester indifférent à des violations massives, graves et systématiques des droits humains en quelque partie que ce soit du territoire ». Ensuite, parce que ce jugement symbolise « l’indépendance d’un pouvoir qui, au cours de la décennie passée, n’était rien d’autre qu’un appendice du gouvernement national ».

Le 9 mai, dans le même périodique, il réexamine la question des droits de l’homme, sous l’angle des exactions de la dictature et sous celui de la délinquance. Le titre de l’article traduit cette double approche : « De l’ESMA aux prisons de la province de Buenos Aires. Le noyau dur ». Cette double perspective tient au fait que, à 48 heures d’intervalle, la Cour suprême a ordonné – comme on vient de le voir – une révision d’ensemble du système pénal et carcéral de la province et la *Procuración General de la Nación* – la Cour de cassation – s’est prononcée pour l’annulation des lois de Point final et d’Obéissance due. Verbitsky exalte l’importance fondamentale de ces deux jugements : « Ces deux décisions touchent au noyau dur de la profonde crise institutionnelle argentine où s’expriment le mépris de la vie et la confusion des rôles entre ceux qui doivent appliquer la loi et ceux qui la bafouent. » Étrangement, à première vue, il minimise la portée des lois d’amnistie. Pour contrecarrer les clameurs alarmistes de la droite, il estime que quelques centaines d’officiers seulement seraient concernés et non des milliers. De l’ESMA des années de plomb, il en vient aux « nombreuses ESMA implantées dans la province de Buenos Aires ». On ne désigne plus les victimes sous le nom de « subversifs », mais sous celui de *chorritos* – voyous –, et 30 % des inculpés sont absous. D’où l’indignation de sa conclusion : « Ceci revient à dire que, près de 10 000 innocents vivent aujourd’hui dans des camps de concentration où, selon les propos d’un reclus, la vie n’a aucune valeur. »

Quelques mois plus tard, le 14 août 2005, Horacio Verbitsky est amené à renouveler ses attaques contre le service pénitentiaire dans un article intitulé « La famille ». Un détenu, un certain Cristián López Toledo, a pu informer la Commission provinciale pour la mémoire des innombrables sévices, des tortures à l'électricité, qu'il a subis après avoir porté plainte, d'abord à la prison de La Plata, puis dans d'autres établissements de la grande « Famille ». Le chroniqueur expose en détail le chemin de croix du prisonnier et met en cause la responsabilité des autorités : « Cette grande « Famille » ne pourrait exister sans la protection du pouvoir politique et de la justice qui, depuis dix-huit ans, tolèrent tous les abus pénitentiaires et policiers dans la province de Buenos Aires. » Le 13 novembre, c'est avec pessimisme qu'il rappelle une fois de plus que, dans cette même province, « la violation massive des droits élémentaires continue : tortures à la gégène et utilisation des détenus comme armée privée pour commettre des délits ». Chez Mario Wainfeld, le mécontentement prime toujours. C'est que, sur le thème de l'insécurité, la droite a eu l'habileté d'instrumentaliser la douleur de Juan Carlos Blumberg. Avec amertume, il regrette que, sous la pression de la rue, Kirchner ait fait adopter des mesures sécuritaires indignes d'une démocratie : « Un gouvernement défenseur des droits de l'homme a promu l'approbation par le Congrès de la “ série Blumberg ”, un ensemble de lois pénales qui sont une insulte à la démocratie et réduisent en cendres toute bibliothèque de droit pénal⁴⁴. »

La thématique de la violence, si prégnante en Argentine⁴⁵, a mobilisé l'attention d'un autre écrivain, José Pablo Feinmann. Sa position est très arrêtée sur le sujet. La délinquance tient, de son point de vue, à des causes politiques et sociales : « Je crois que le vide idéologique est une des sources de la violence actuelle. À l'heure qu'il est, la violence idéologique a disparu et a cédé le pas à la délinquance. Les gens ne tuent plus au nom d'un idéal mais pour manger. Ils tuent parce que la valeur de la vie est dépréciée⁴⁶. » L'insécurité est la conséquence directe de la misère et de la perte des valeurs morales. Quelques semaines plus tard, dans *Página/12* du 12 avril, il développe longuement ces thèmes, à contre-courant de l'opinion publique médiatique qui exige, haut et fort, une répression impitoyable et qu'il soit fait appel à l'armée. Cette campagne est orchestrée, selon lui, par « des médias acquis au fascisme, au ménémisme financier ou à l'ancienne oligarchie qui voit des “rouges” partout et clame en faveur de l'ordre ». Ce n'est pas un hasard, à ses yeux, si ce déchaînement de haine a suivi de près l'hommage du président Kirchner aux disparus, à l'ESMA. La droite s'est dressée à la mémoire des « morts innocents », victimes de la délinquance, et non pour « les morts coupables et subversifs » de l'ESMA. Sans illusion, Feinmann en appelle à la raison de la droite. S'ils veulent vivre en paix et non plus dans la

terreur d'un éventuel enlèvement, la solution est aisée : « Qu'ils démocratisent leur richesse. » La délinquance découle en droite ligne d'une injustice sociale poussée à l'extrême en Argentine : « Vous avez tout pris, et les autres ont de moins en moins et à la fin ils n'ont rien et en viennent à voler et à tuer. Il existe un rapport indiscutable entre exclusion sociale et augmentation de la délinquance. En revanche, il n'y a pas de rapport entre augmentation de la répression et baisse des délits. » Feinmann poursuit son réquisitoire. Il met en demeure les privilégiés, s'ils aspirent à la paix sociale comme ils le prétendent, de restituer une partie des immenses fortunes engrangées dans les années 1990 où l'exclusion frappa des millions de familles. Il fonde son exhortation non pas sur les écrits de Marx, mais, paradoxalement, sur ceux de Hobbes, le fameux auteur du *Léviathan*. Dans un esprit de justice, Hobbes avait eu l'audace d'écrire : « Quand un homme est privé d'aliment ou de toute autre chose nécessaire à sa vie, et qu'il ne peut assurer sa propre conservation si ce n'est en commettant un acte contraire aux lois, il est excusé totalement. » Pour Feinmann, la délinquance doit être réprimée, mais les forces de sécurité doivent être contrôlées afin de préserver le respect des droits de l'homme. Donner carte blanche à la police, comme le préconise la droite argentine, serait la porte ouverte à l'autoritarisme, au fascisme. Il tient le même langage le 17 avril, quand il s'élève contre le concept de « tolérance zéro ».

C'est un point de vue diamétralement opposé qu'expose Marcos Aguinis, d'autant plus important qu'il reflète le sentiment de la droite et des classes moyennes. Le titre de son interview à *La Nación*, en date du 29 novembre 2003, est des plus éloquentes : « Nous sommes prisonniers des délinquants ». Comment expliquer « une situation aussi intolérable, où la liberté des citoyens est bafouée ? Tout contribue à ce que dans notre pays s'installe une criminalité croissante et l'insécurité, parce qu'ici il n'y a pas de loi ». En clair, le gouvernement se montre incapable de faire respecter les lois et de réprimer ceux qui les transgressent. L'écrivain n'envisage aucunement le contexte social et les dangers de recourir à la répression qui, avec De la Rúa, a fait 30 victimes et, avec Duhalde, 2 de plus. Natalio Botana est d'un avis différent. Tout en déplorant l'extension de la délinquance, il n'opte pas pour plus de répression. Étant donné le manque de formation démocratique des forces de sécurité, leur mentalité étrangère aux droits de l'homme, le pire serait à craindre.

Pour la droite argentine, un facteur alarmant d'insécurité est incarné par les *piqueteros* – les chômeurs qui barrent les routes et entravent la circulation –, contre lesquels tous ses représentants et les médias qui les soutiennent prônent une répression sans ménagement⁴⁷. Il va de soi que Feinmann, en revanche, prend la défense des *piqueteros*.

Il approuve leur méthode d'action alors qu'ils ne disposent d'aucun autre moyen de poser leurs revendications. Cette forme de lutte est l'équivalent de la grève dans le cas des ouvriers occupant un emploi⁴⁸. Quoique, un an plus tard, tout en continuant à légitimer le mouvement des *piqueteros*, il estime que, en raison du contexte qui leur est devenu défavorable – « le *piquete* (blocage de rue ou de route) est devenu la bombe sociale du pays »⁴⁹ –, les *piqueteros* doivent changer de forme d'action. Il avance une solution radicale au problème des millions de chômeurs : « Les gens ne peuvent vivre avec les restes de la classe capitaliste. C'est pourquoi je propose de mettre les pieds dans le plat, d'accorder le primat à la politique et non à l'économie. » Dans un article de *Página/12* du 15 mai 2005, intitulé « Démocratie et marché », il explicite la radicalité de sa solution. À la suite d'une longue démonstration, il aboutit à cette conclusion : « En somme, le néolibéralisme (qui se présente comme l'expression impeccable, parfaite, de la liberté de marché et de la démocratie politique) ne peut garantir aucune de ces deux choses. » En raison d'une telle antinomie, il juge que la démocratie est condamnée. Pour son maintien, l'économie devrait lui être subordonnée et les réformes suivantes en découleraient : « Il n'y aura pas de démocratie dans la périphérie sans une nette réforme du système de distribution de la richesse. La distribution ne concerne pas seulement l'argent. La distribution concerne la création d'emplois, l'intégration massive des marginaux, des impôts sur la richesse obscène, une plus forte participation des milieux populaires au PBI, une forte impulsion de la redistribution au sens large, au plan politique, au plan de l'État national. »

D'autres intellectuels ont plaidé en faveur des *piqueteros*. C'est le cas de Ivonne Bordelois, qui légitime leur action tant qu'ils n'auront pas de travail. À ceux qui déclarent que la liberté de circuler est un droit constitutionnel, elle rétorque que le droit au travail en est un aussi⁵⁰. Héctor Tizón abonde dans son sens et il justifie les *piqueteros* en résumant l'histoire du mouvement ouvrier sous Menem. La bureaucratie syndicale corrompue a assisté sans broncher au démantèlement de tous les droits sociaux des travailleurs. Dans un tel contexte, il ne se scandalise pas de « voir déambuler dans les rues les *piqueteros* ». Sans doute est-ce un délit, mais s'appropriier l'argent du peuple comme le font les banquiers, ne pas payer ses impôts, jouer avec l'argent du pays sont tout autant des délits. Il donne son assentiment à la voie du dialogue choisie par le gouvernement pour résoudre le conflit. En Argentine, la répression s'est toujours terminée dans le sang.

CONTRE LA FAIM ET LA PAUVRETÉ

Un thème crucial, associé à celui des *piqueteros*, est celui de la faim qui préoccupe la plupart des intellectuels, plus spécialement ceux d'entre eux dotés d'une sensibilité sociale. Comment pourrait-il en être autrement alors que la faim sévit toujours en Argentine en dépit des efforts accomplis depuis 2002? Dernièrement, Alberto Morlachetti, coordinateur depuis trente ans du « Mouvement des enfants du peuple », a engagé une campagne contre la faim et la dénutrition infantile. Le 10 août dernier, aux côtés de la CTA, il a organisé une marche au cœur de Buenos Aires dans le cadre de la campagne « La faim est un crime ». Morlachetti établit le bilan suivant de la situation: « Pour nous, les chiffres de la faim n'ont pas baissé. Nous considérons que 70 % des enfants figurent au-dessous du niveau de la pauvreté. L'INDEC avance le chiffre de 65 %, mais nous croyons que ce chiffre est sous-évalué. La récupération est trop lente. »

Pour condamner le néolibéralisme – étape actuelle du capitalisme –, Feinmann se fonde sur un fait fondamental: chaque année, dans le monde, onze millions d'enfants meurent de faim⁵¹. Dans une interview, il porte ses regards sur son propre pays. Au journaliste qui lui demande: quel est le problème le plus grave que Kirchner doit affronter, sa réponse est directe: « Le plus grave est celui de la faim. Kirchner a fait des pas en avant très importants pour démanteler la structure ménémiste qui était au service de l'économie de la faim. Mais il lui faut s'engager dans un processus de redistribution de la richesse, sans qu'il s'agisse d'expropriation⁵². » Dans un article, il cloue au pilori l'égoïsme de classe du patronat argentin, indifférent à la question sociale et il pose en principe qu'« un pays est juste quand il alimente tous ses enfants »⁵³. Pragmatique, il admet qu'« il est possible d'accepter des inégalités », mais son pragmatisme a des limites: « Personne ne peut mourir de faim. » De cette prémisse, il dégage une conclusion politique qu'il énonce sans illusion: « Le pouvoir d'un gouvernement réellement populaire dans notre pays serait d'obliger le patronat à céder une partie de sa production afin d'alimenter les exclus, les marginaux, les pauvres sans le sou, les affamés. »

C'est la faim des enfants qui hante plus précisément l'esprit d'Oswaldo Bayer. Dans *Página/12* du 18 décembre 2004, il s'indigne des malversations d'un ancien ministre de Menem, un certain Camilion – déjà ministre sous la dictature. En évoquant les 30 000 dollars qu'il touchait sans motif, en plus de son traitement, c'est au préjudice subi de ce fait par les enfants qu'il pense d'abord: « Et toujours moins pour les enfants affamés. » Il adjure la justice de faire rendre gorge à Camilion afin que les victimes du ménémisme recouvrent en partie leur dû: « Si un maître d'école gagne 490 pesos

et la moitié des enseignants universitaires ne perçoit rien, le principe constitutionnel doit être appliqué, sans parler de la faim des enfants argentins, de ces gamins de la nuit, aux visages terreux et aux yeux dilatés. Il importe que les ministres de Menem restituent les 30 000 pesos par mois qu'ils touchaient malhonnêtement, pour une question d'éthique et pour des cantines enfantines. »

La question sociale est la pierre de touche de l'évolution de nombre d'intellectuels vis-à-vis des problèmes fondamentaux auxquels l'Argentine se trouve confrontée. Leur volonté d'engagement s'est concrétisée de façon collective à l'Université de Buenos Aires par le lancement, en septembre 2001, d'un projet stratégique au nom symbolique de « Plan Phénix⁵⁴ ». L'objectif de ce plan est de parvenir, lors du second centenaire de l'Argentine, en 2010, à un nouveau modèle de pays où le développement se conjuguerait avec l'équité. En 2005, les débats n'ont plus porté seulement sur l'économie, mais se sont élargis à de multiples domaines, et 300 chercheurs de toutes les universités sont intervenus ainsi que des hommes politiques et des représentants de la société civile. Une déclaration du doyen de la Faculté de sciences économiques, Carlos Degrossi, est représentative de l'esprit nouveau qui anime bien des intellectuels. Après avoir rappelé que, en dépit de la restructuration de la dette, l'Argentine doit toujours 149 milliards de dollars et que l'indigence est inacceptable dans un pays qui produit dix fois plus d'aliments qu'il n'en faut pour nourrir toute la population, il s'est écrié : « Au pays des excédents agricoles, la faim n'a aucune raison d'être », avant d'ajouter : « C'est cette réalité qui, à elle seule, justifie un nouveau modèle de développement avec le soutien d'une vaste coalition sociale⁵⁵. »

On mesure le saut qualitatif accompli par rapport aux années 1990 où certains intellectuels succombaient à la pensée unique et ne voyaient pas d'alternative au néolibéralisme ménémiste⁵⁶. En août 2005, les chercheurs du « Plan Phénix » admettent certaines avancées dans la gestion gouvernementale, mais les jugent « absolument insuffisantes » pour consolider un projet de développement dans l'équité⁵⁷. L'économiste Aldo Ferrer observe que le « Plan Phénix » insiste avant tout sur l'exigence d'équité, condition nécessaire pour la cohésion sociale », une cohésion sociale d'autant plus essentielle que, sans elle, aucun développement durable n'est possible. Ce point de vue est celui-là même de Kirchner. Le 25 mai 2006, il a déclaré, après avoir exalté les progrès considérables réalisés par son gouvernement : « Nous ne voulons plus, frères et sœurs, croître et que, comme au cours de la décennie 90, ce soit un petit groupe, extrêmement réduit, qui croisse. Nous voulons que croissent tous les Argentins. Si l'Argentine connaît la réussite, ce sont les travailleurs, la classe moyenne, les chefs d'entreprise nationaux, tous ceux qui constituent

la Patrie qui doivent connaître la réussite. Il est fondamental que nous ayons une patrie qui nous rassemble tous⁵⁸.» Aldo Ferrer proclame de son côté: « L'objectif doit être le développement et le bien-être social. » Fort de cette conviction, les adeptes du « Plan Phénix » critiquent la lenteur des réformes en matière de distribution des revenus.

On constate donc que Kirchner et les auteurs du « Plan Phénix » partagent un même diagnostic sur la situation, mais divergent sur les remèdes. À de multiples reprises, le président argentin s'est fait l'apôtre de la justice sociale. De façon solennelle, au Sommet des Amériques à Mar del Plata, en novembre 2005, il a affirmé devant tous les chefs d'État assemblés que, si l'Amérique latine, et notamment l'Argentine, n'affrontait pas efficacement la pauvreté, l'exclusion et ne conjurait pas le chômage, il n'y aurait pas de bien-être, et l'instabilité politique deviendrait insurmontable⁵⁹. C'est à ce même sommet que, en présence de George W. Bush, il a dénoncé la responsabilité « inexcusable » des États-Unis dans la mise en œuvre de politiques néolibérales en Amérique latine, à l'origine de la misère des peuples et qu'il refusa de ratifier l'ALCA.

EN GUISE DE CONCLUSION

L'acuité exceptionnelle de la crise économique, institutionnelle et sociale a conduit les intellectuels dans leur ensemble à tenter de dégager la signification de la faillite de leur pays, à proposer des interprétations capables d'expliquer les causes du désastre et à avancer des réponses aux problèmes vitaux de l'Argentine. C'est ce qui ressort, nous semble-t-il, de notre approche. La condamnation du néolibéralisme de l'ère Menem est pratiquement unanime, au nom d'arguments aussi bien économiques et sociaux que moraux. La gestion de Néstor Kirchner donne lieu à des points de vue contradictoires. Chacun salue la fin de la récession, la relance économique, les taux de croissance extraordinaires, mais les avis divergent sur les orientations adoptées. Les intellectuels situés à droite s'alarment d'un certain retour à l'étatisme, du contrôle des prix, de la tension entretenue avec les multinationales et les instances financières internationales. Dans les colonnes de *La Nación*, ils protestent contre la montée de la délinquance, contre la croissance imparable de l'insécurité en raison de la répugnance du gouvernement à recourir à la répression. C'est le cas en particulier de Marcos Aguinis. Certains intellectuels, aux affinités de gauche mais antipéronistes, comme Beatriz Sarlo, se dressent contre le péril de l'excès de pouvoirs de Néstor Kirchner, censé renouer avec les tares du péronisme, comme le clientélisme, et sombrent dans le pessimisme. Cette déclaration de la directrice de *Punto de Vista* est significative: « En l'absence d'une réforme politique importante, d'un changement

au niveau des partis, je reste très sceptique quant à la possibilité d'une issue favorable de la crise sociale argentine⁶⁰. » D'autres intellectuels, au premier rang desquels Horacio Verbistky – personnalité d'exception en raison de ses talents d'écrivain, de journaliste, de son rayonnement médiatique, de sa lutte contre la dictature, de son militantisme en faveur des disparus et des droits humains –, soutiennent ardemment la politique gouvernementale de Kirchner tout en n'abdiquant pas leur libre arbitre. Ils saluent les succès du kirchnérisme, sans dissimuler la gravité des problèmes toujours en suspens et la nécessité d'un réformisme beaucoup plus hardi, aussi bien au plan économique que social. Bref, ce qui frappe le lecteur attentif aux prises de position des intellectuels, c'est la force de leur engagement. Qu'ils soient de droite ou de gauche, ils se montrent passionnément préoccupés par les difficultés de leur pays et soucieux de la chose publique. Les réponses qu'ils formulent, on l'a constaté, correspondent logiquement à leurs positionnements politiques respectifs. Leurs écrits, où se trouvent abordés en profondeur les problèmes cruciaux de la nation, constituent, par l'ampleur des connaissances mises en œuvre, par la qualité des analyses, par la diversité des questionnements et des solutions proposés, le meilleur miroir de l'Argentine d'aujourd'hui.

NOTES

1 De la bibliographie fleuve sur la question, on retiendra deux ouvrages de référence : Diana Quattrocchi-Woïsson : *Un nationalisme de déracinés. Argentine, pays malade de sa mémoire*, Éditions du Cnrs, Paris, 1992 (*Los males de la memoria. Historia y política en la Argentina*. Bs As, Emecé, 1995) et Silvia Sigal : *Le Rôle politique des intellectuels en Amérique latine. La dérive des intellectuels en Argentine*. Paris, L'Harmattan, 1996.

2 *La Nación, Los intelectuales y el país de hoy. Treinta entrevistas sobre la Argentina en crisis*. Bs As, 2004, 264 p. Ces interviews de personnalités très diverses idéologiquement s'échelonnent du 18 août 2003 au 6 mars 2004. Désormais, toutes les citations en note de ce livre seront introduites par *La Nación*.

3 *La Nación, op. cit.*, p. 29.

4 *La Nación, op. cit.*, p. 56.

5 *La Nación, op. cit.*, p. 57.

6 *La Nación, op. cit.*, p. 94.

7 *La Nación, op. cit.*, p. 98.

8 Cf. *La República de Uruguay*, 7-12-2003 ; *La Nación*, 16-7-2006.

9 *La Insignia*, 16-5-2003.

10 *La Nación*, p. 45.

11 *La Nación*, p. 9.

12 *La Nación*, p. 227-228.

13 *La Insignia*, 21-4-2003.

14 *La Insignia*, 12-5-2003.

15 *La Insignia*, 26-5-2003.

16 *La Insignia*, 26-5-2003.

17 *La Insignia*, 27-5-2003.

18 *Página/12*, 19-10-2003.

19 Voici la réponse de Kirchner : « Ma principale préoccupation est que les Argentins m'accompagnent ; c'est pourquoi je ne pense pas d'abord aux chefs d'entreprise ni à l'ambassadeur de quelque pays que ce soit. Je ne pense pas non plus m'aligner automatiquement sur les États-Unis ni chercher à ce que leur approbation soit une précondition pour gouverner mon pays. » *Página/12*, 17-7-2006.

20 *La Insignia*, 19 mai 2003.

21 *Página/12*, 6-11-2005.

22 *La Nación*, p. 2-3.

23 *La Nación*, p. 29.

24 Les trois premiers volumes parurent entre 1972 et 1974. Le quatrième fut publié en Allemagne, où l'auteur avait fui la dictature argentine. L'ouvrage, chronique d'une révolte d'ouvriers agricoles écrasée dans le sang en 1921-1922, a été publié en français en 1996. Un film a été réalisé à partir du livre, en 1974, par Héctor Oliveira. Le 12 octobre 1974, Osvaldo Bayer fut condamné à mort par les 3 A, Alliance Anticommuniste Argentine, pour avoir fait paraître *La Patagonie rebelle* et dut s'exiler.

25 <http://www.sitiocooperativo.com.ar/colsecor/online/bayer.html>.

26 *Página/12*, 14-5-2006.

27 *Página/12*, 21-6-2005.

28 *La Nación*, 24-3-2006.

29 Cf. Charles Lancha, *Histoire de l'Amérique hispanique de Bolívar à nos jours*. Paris, L'Harmattan, 2003, pp. 305-306.

30 *La Nación*, p. 42.

31 *Página/12*, 15-3-2004.

32. *La Nación*, 22-7-2006.

33. *La Nación*, p. 13.

34. *La Nación*, 19-1-2003.

35. *La Nación*, p. 169.

36. *Página/12*, 25-3-2005.

37. *Página/12*, 29-3-2005.

38. *Página/12*, 25-4-2005.

39. *Página/12*, 30-4-2005.

40. *Página/12*, 2-4-2006.

41. *Página/12*, 7-8-2005.

42. Inquiétude partagée par José Pablo Feinmann à l'égard de ces « scorpions ». Il s'alarme du danger institutionnel de leur présence. Si

Kirchner venait à disparaître, qui occuperait le pouvoir? « Le péronisme d'appareil, le péronisme des vautours ». *Página/12*, 14-5-2006.

43. Sur ce thème, *Página/12* abonde en commentaires; en particulier le 24-10-2004, le 17-2-2005, le 18-2005.

44. *Página/12*, 2-1-2005.

45. Sur ce sujet, l'éditorial de *La Nación*, du 17 août 2006, porte un titre subversif: « La barbarie s'est emparée de la ville ». Subversif car quelle société pourrait admettre l'autorité d'un gouvernement qui laisse s'instaurer la loi de la jungle?

46. *La Nación*, 21-2-2004.

47. Sur les *piqueteros*, cf. Daniel Hérard et Cécile Raimbeau, *Argentine rebelle, un laboratoire de contre-pouvoirs*. Paris, Éditions Alternatives, 2006, p. 130-143.

48. *Página/12*, 28-12-2002.

49. *La Nación*, p. 244.

50. *La Nación*, p. 195.

51. *Página/12*, 18-1-2004.

52. *La Nación*, p. 241.

53. *Página/12*, 27-11-2005.

54. *Página/12*, 1-9-2001.

55. *Página/12*, 3-8-2005.

56. Guido Galafassi cite comme exemples de la pénétration des idées libérales le groupe d'intellectuels du Club de Culture socialiste et la revue *Punto de Vista*, ainsi que certains *think tanks* comme FIEL, CEMA, l'Université de San Andrés ou l'Université Di Tella. *Herramienta, Revista de debate y crítica marxista*, 22-7-2004. Mario Wainfeld confirme ce constat. Après avoir brossé un tableau accablant du ménémisme et notamment du désastre social, il désigne les responsables du chaos: « La plus grande responsabilité incombe aux dirigeants politiques et à l'écrasante majorité des intellectuels. L'imbécillité de la pensée de Cavallo disposa d'une hégémonie honteuse dans les milieux institutionnels, universitaires et intellectuels. » *Página/12*, 20 décembre 2002. Roxana Patiño porte un jugement opposé sur l'orientation politique de la fameuse revue de Beatriz Sarlo à l'époque de Menem: « L'accession au pouvoir de Menem, en 1989, met un terme à l'étape où les intellectuels de *Punto de Vista* diffusèrent des réflexions pour penser un nouvel ordre politique démocratique et les voit adopter, à partir d'une nette posture d'opposition, une ligne de vive critique du ménémisme et aux conséquences que son style politique et son programme économique inaugurent », *Punto de Vista, la persistente mirada intelectual*, [http://www.iacd.oas.org/RIB % 201%2098/vista. htm](http://www.iacd.oas.org/RIB%201%2098/vista.htm).

57. *Página/12*, 6-8-2005.

58. <http://grupolopezjordan.blogcindario.com/2006/06/00003>.

59. *La Jornada*, 5-11-2005.

60. *Courrier International*, n° 787, 1er au 7 décembre 2005.

